

Colonisation de l'Algérie : des mémoires toujours à vif.

Récemment publiés

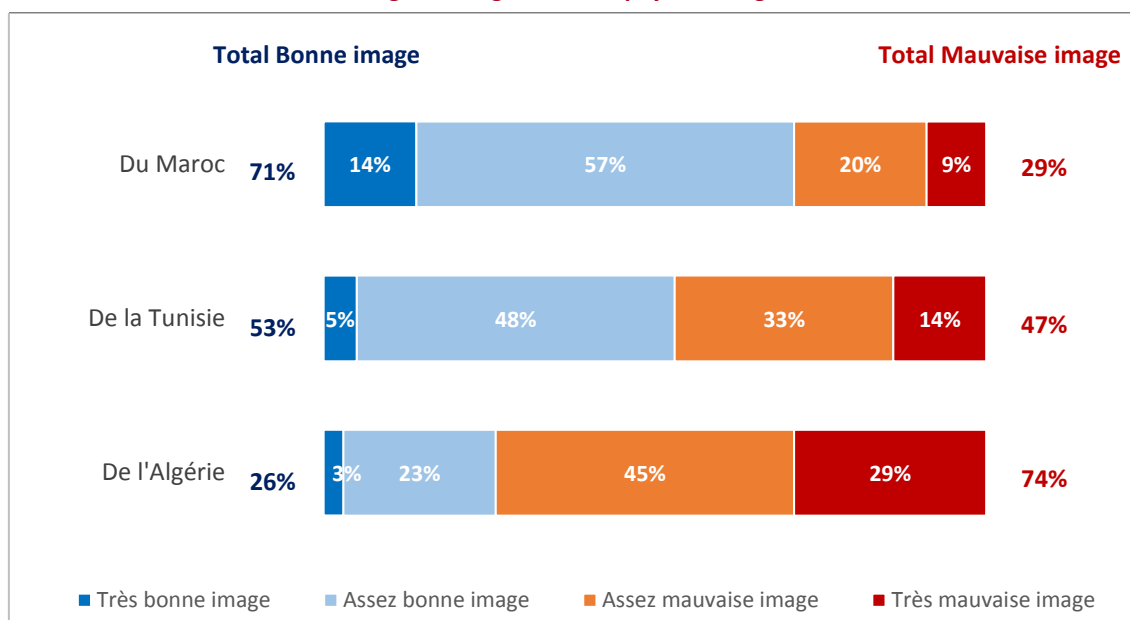
- » N°149 : Emmanuel Macron : forces et faiblesses d'un électorat composite.
- » N°148 : Le vote Macron : sociologie d'un électorat en cours de cristallisation.
- » N°147 : Régionales 2015 en Ile-de-France et primaire de la droite en 2016 : l'échec de la stratégie Terra Nova.
- » N°146 : Régionales de 2015 en Corse : victoire nationaliste et survivance du clanisme.
- » N°145 : Les électorats confessionnels à la primaire de la droite : des choix tranchés.
- » N°144 : Les manifestations policières : signe avant-coureur et catalyseur d'un durcissement sécuritaire de l'opinion
- » N°143 : Que reste-t-il de la Manif pour tous ?
- » N°142 : Octobre 2016 : Les manifestations d'opposition à la création des centres d'accueil : un révélateur de la crispation de l'opinion sur la question des migrants
- » N°141 : Juillet 2016 : l'été terroriste
- » N°140 : Le rapport des catholiques à l'islam en France
- » N°139 : Le spectre de la guerre civile
- » N°138 : La Loire-Atlantique dit « oui » à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes
- » N°137 : Pourquoi le FN a-t-il adopté une attitude prudente vis-à-vis de la loi Travail ?
- » N°136 : 3ème circonscription de Loire-Atlantique : le PS conserve son fief en dépit de mauvais reports.
- » N°135 : L'influence de l'isolement et de l'absence de services et commerces de proximité sur le vote FN en milieu rural.

» Emmanuel Macron, en déplacement à Alger, a qualifié la colonisation de « crime contre l'humanité » dans une interview accordée à une chaîne de télévision algérienne. Le leader d'En Marche ! n'est certes pas le premier à créer une polémique depuis le territoire algérien... Le 22 décembre 2015, Christiane Taubira, alors Garde des Sceaux, en déplacement à Alger, s'était prononcée contre la constitutionnalisation de la déchéance de nationalité défendue alors par le gouvernement à la suite des attentats du 13 novembre, déclaration qui avait également suscité beaucoup de réactions. La vigueur de la polémique actuelle tient certes au contexte de la campagne électorale et au télescopage avec une autre déclaration d'Emmanuel Macron sur les manifestants opposés au mariage pour tous qui l'a également mis en difficulté, mais si les réactions sont si vives, c'est également car cette question constitue toujours un sujet particulièrement clivant dans l'opinion et un sujet toujours à vif dans la mémoire nationale.

1-Une image assez négative de l'Algérie

Nous sommes certes 55 ans après les Accords d'Evian mais la question de la guerre d'Algérie continue d'être un sujet hautement inflammable tant dans l'opinion que dans le débat public. En pleine campagne électorale, la sortie d'Emmanuel Macron est donc tout sauf anodine et anecdotique. Du fait de cette histoire douloureuse mais aussi des multiples liens entre nos deux pays (avec notamment la présence sur notre sol d'une importante population d'origine algérienne), il existe une relation particulière, voire difficile entre la France et l'Algérie et ce pays ne jouit pas d'une image très flatteuse auprès de nos concitoyens. En 2012, à l'occasion des 50 ans de la fin de cette guerre, l'Ifop avait réalisé pour *Atlantico* une étude sur l'image que les Français avaient de l'Algérie¹. Comparée à celle que nos compatriotes avaient des autres pays du Maghreb, la différence était des plus significatives. 71% des sondés avaient une bonne opinion du Maroc, contre 53% pour la Tunisie, mais seulement 26% pour l'Algérie...

L'image de l'Algérie et des pays du Maghreb



Cette différence de perception peut certes renvoyer à la moindre attractivité touristique de l'Algérie par rapport à ses deux voisins, destinations très prisées de nos concitoyens. On peut également évoquer la trace laissée par la décennie noire, à la fin des années 90, au cours de laquelle l'Algérie fut plongée dans une sanglante guerre civile opposant l'Etat et les islamistes du GIA. Mais cette différence de traitement trouve bien entendu également son origine dans les rapports historiques complexes qu'entretiennent les deux pays et dans le poids toujours particulièrement lourd que revêt la guerre d'Algérie.

Concernant spécifiquement l'immigration d'origine algérienne vivant en France, s'ajoute une suspicion de double allégeance sur fond de mémoire toujours vive du conflit. Cette suspicion s'est notamment nourrie par exemple des incidents qui se sont produits le 6 octobre 2001 lors d'un match de football France-Algérie. En présence des membres du gouvernement, *La Marseillaise* a été sifflée par une partie du public et des centaines

¹ Sondage réalisé par internet du 11 au 13 décembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1005 personnes.

de jeunes sont descendus sur la pelouse en brandissant des drapeaux algériens. Cet événement a eu un puissant retentissement dans la mesure où près de 10,5 millions de Français ont suivi ce match en direct et assisté à ce spectacle symboliquement lourd de sens. Une semaine après les faits, selon un sondage Ipsos, 56 % des sondés jugeaient les incidents « graves, car ils témoignent des difficultés d'intégration d'une partie de la population française d'origine musulmane » – on notera la désignation ethno-culturelle employée ici². Depuis, ce type de polémiques a régulièrement refait surface au gré de l'actualité footballistique. Le 15 janvier 2010, Jean-Claude Gaudin, sénateur et maire de Marseille, déclarait ainsi dans une réunion à propos d'un récent match où l'équipe d'Algérie s'était qualifiée pour la Coupe du monde : « nous nous réjouissons que les musulmans soient heureux du match, sauf que quand après ils déferlent à 15 000 ou à 20 000 sur la Canebière, il n'y a que le drapeau algérien et il n'y a pas le drapeau français, cela ne nous plaît pas³. » On notera au passage que le leader de la droite phocéenne parle de « musulmans » pour qualifier les Marseillais d'origine maghrébine, soit la même appellation que celle qui prévalait dans l'Algérie coloniale, et qu'il emploie le verbe « déferler », à connotation péjorative, alimentant l'idée d'une foule maghrébine investissant la Canebière et nourrissant ainsi un parallèle historique avec les manifestations pro-FLN descendant de la Casbah vers les quartiers européens d'Alger.

Au cours des 20 dernières années, le terrorisme islamiste a bien évidemment également contribué à entretenir ces retours de mémoire : les attentats du Groupe islamique armé (GIA) de 1995, téléguidés depuis l'Algérie ; l'égorgement des moines de Tibhirine en 1996 – un mode d'exécution pratiqué lors de la guerre d'Algérie et qui a alors marqué les consciences ; l'enlèvement et l'assassinat de l'otage Hervé Gourdel par un groupe terroriste dans les montagnes kabyles en septembre 2014. Le lieu, la Kabylie, comme le mode opératoire, l'enlèvement puis la décapitation, étaient propices à la réactivation des souvenirs de la guerre d'Algérie. Ce retour de mémoire est encore activé avec davantage de force depuis mars 2012 et l'affaire Merah et depuis les attentats de 2015⁴. Ce parallèle est notamment entretenu à droite par différentes personnalités dont Eric Zemmour. Dans un article intitulé « La guerre d'Algérie n'a jamais cessé », il écrivait ainsi en avril 2016 : « *Les assassinats de Charlie et de l'Hyper Cacher de Vincennes, les massacres du Bataclan sonnent le retour des méthodes terroristes qui ont ensanglanté la bataille d'Alger. Mohamed Merah a assassiné des enfants juifs à Toulouse le 19 mars 2012 pour fêter dignement les accords d'Évian*⁵. »

2-Des Français très partagés sur la colonisation de l'Algérie et sur la nécessité de présenter des excuses

Dans ce contexte très chargé, le sondage que l'Ifop a mené pour le site d'information algérien TSA suite aux déclarations d'Emmanuel Macron révèle une opinion publique littéralement coupée en deux⁶. 51% des Français se disent d'accord à l'opinion selon laquelle « la colonisation est un crime contre l'humanité » contre 49% qui sont d'un avis contraire. La même opposition tranchée se dessine à propos de savoir si « le

² L'Express, 14 février 2002.

³ Le Monde, 18 janvier 2010.

⁴ Voir par exemple La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu. J. Fourquet et N. Lebourg. Fondation Jean Jaurès. Janvier 2017

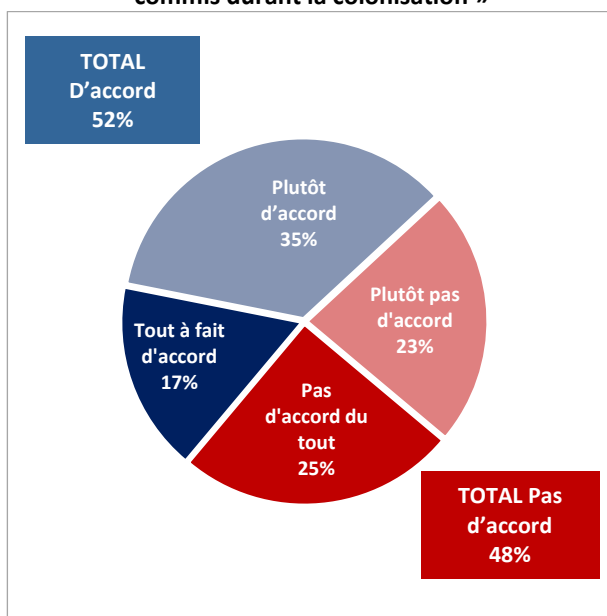
⁵ Le Figaro, 20 avril 2016.

⁶ Sondage réalisé par internet du 16 au 17 février 2017 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes.

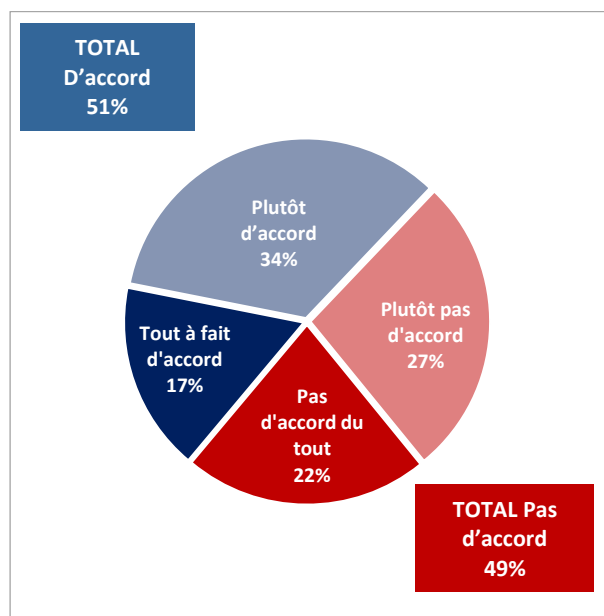
gouvernement français devrait présenter des excuses officielles pour les meurtres et les exactions commis durant la colonisation » : 52% sont d'accord, 48% opposés.

L'adhésion aux propos d'Emmanuel Macron sur la colonisation

« Le gouvernement français devrait présenter des excuses officielles pour les meurtres et exactions commis durant la colonisation »



« La colonisation est un crime contre l'humanité »



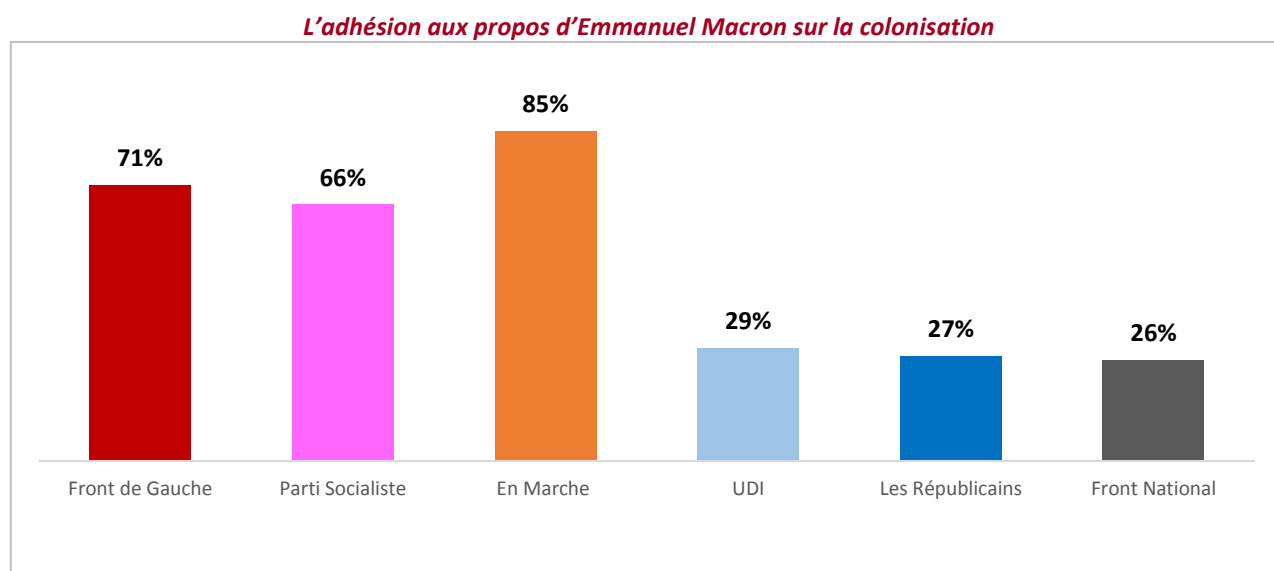
En octobre 2016, un autre sondage Ifop pour TSA indiquait que 52% des Français étaient favorables à des excuses officielles de la France auprès de l'Algérie, contre 48% qui y étaient opposés⁷. Cette parfaite stabilité des chiffres entre ces deux enquêtes montre que l'identité de l'émetteur, en l'espèce Emmanuel Macron, n'est pas en cause et n'influe en rien sur le positionnement des Français sur cette question qui constitue un véritable clivage dans notre société. L'analyse détaillée des résultats montre que cette division en deux blocs de poids identique s'opère selon trois grandes lignes de fracture qui sont politique, générationnelle et identitaire.

Le clivage partisan fonctionne en effet à plein sur cette question sensible et il est cocasse d'observer que le chantre du dépassement du clivage gauche/droite a su l'activer en prenant de telles positions pour envoyer un signal à l'électorat de gauche et tenter ainsi d'en décrocher de nouveaux pans pour conforter sa dynamique et s'imposer comme le deuxième homme de cette campagne. On peut également y voir l'intention de s'afficher comme l'opposant le plus résolu à Marine Le Pen dont l'électorat est vent debout contre toute repentance. Après l'avoir défiée en se rendant dans son fief du bassin minier du Pas-de-Calais et avant de tenir meeting à Toulon et de se rendre à Carpentras, autres place-fortes frontistes, Emmanuel Macron en faisant cette déclaration, qui plus est dans un média algérien, ne pouvait que provoquer l'ire des dirigeants et sympathisants frontistes. Il fut d'ailleurs accueilli à l'entrée de son meeting de Toulon par 150 manifestants,

⁷ Sondage réalisé par internet du 24 au 25 octobre 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes.

composés de représentants d'associations de pied-noirs, de harkis et d'anciens combattants et par des militants frontistes.

Comme le montre le graphique suivant, l'attitude sur l'opportunité que la France présente des excuses officielles à l'Algérie est ainsi très fortement structurée selon la proximité partisane. 71% des sympathisants du Front de Gauche et 66% de ceux du PS y sont favorables. En face, les électeurs de droite font massivement bloc contre et le rejet est partagé avec la même intensité à l'UDI (71% d'opposés), que chez Les Républicains (73%) et au FN (74%).



Symboliquement, les sympathisants d'En Marche! sont les plus acquis (à 85%) à cette idée et cette adhésion les place sur cette question très clairement dans le camp de la gauche, alors que nous avons vu que sur de nombreux sujets, ils se situaient à équidistance de la gauche et de la droite⁸. Cette adhésion massive des soutiens d'En Marche! donne également une certaine consistance au clivage entre « progressistes et conservateurs » revendiqué par Emmanuel Macron. Ses sympathisants constitueraient sur ce sujet la pointe avancée d'un camp progressiste regroupant toute la gauche, quand les sympathisants frontistes apparaîtraient comme le noyau dur d'un bloc conservateur ou réactionnaire, mais qui irait jusqu'aux électeurs du centre-droit, sur lesquels lorgne par ailleurs, l'ancien ministre de l'Economie.

3-Des lignes de fractures générationnelles et liées aux origines

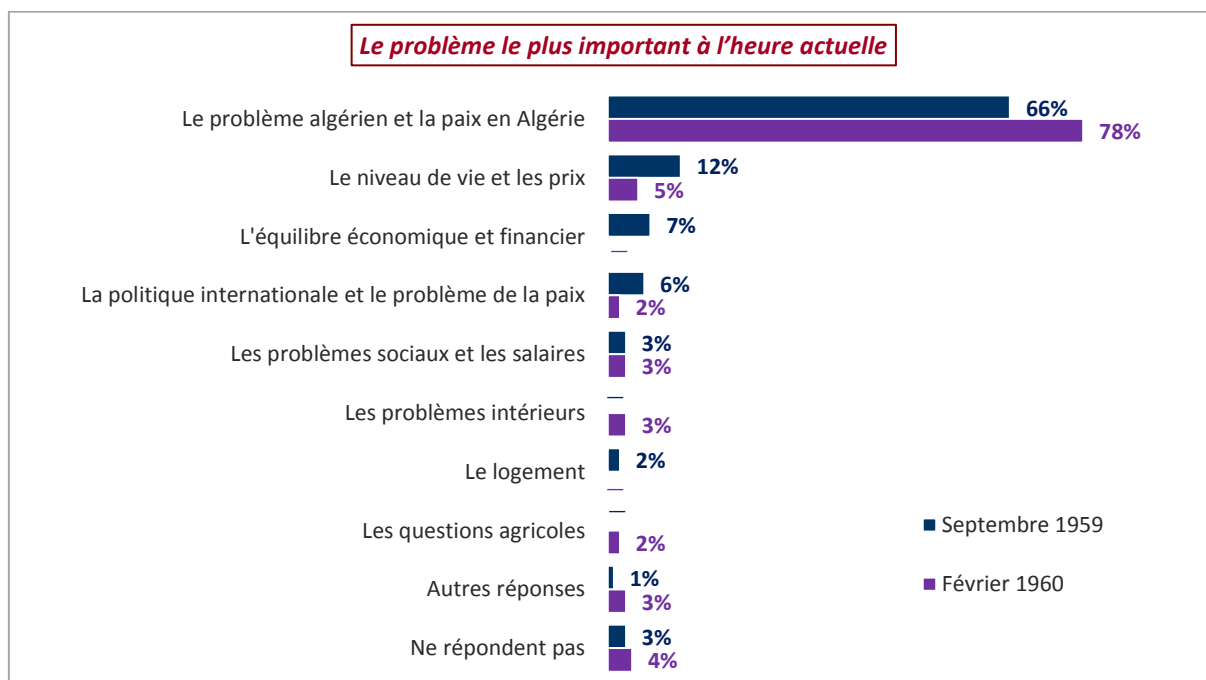
Si le niveau de diplôme ou la catégorie socio-professionnelle jouent très peu dans la structuration des opinions sur cette question de la repentance concernant la colonisation de l'Algérie, le clivage générationnel s'exprime avec force. Deux tiers des moins de 35 ans (67%) et 57% des 35-49 ans, soient des générations qui sont toutes nées après, voire bien après, les accords d'Evian sont favorables à de telles excuses. Le regard s'inverse totalement parmi les 65 ans et plus, qui avaient au minimum 10 ans à l'époque et qui ont donc vécu et parfois été acteurs de cette période très douloureuse. L'écrasante majorité d'entre eux (68%) estiment ainsi que la

⁸ Voir à ce sujet « Emmanuel Macron : forces et faiblesses d'un électorat composite » Ifop Focus n°149. Février 2017

colonisation n'est pas assimilable à un crime contre l'humanité et que la France n'a pas à s'excuser. La génération de 50-64 ans, qui est trop jeune pour avoir des souvenirs personnels mais dont les parents ont été directement exposés à ces événements et leur en ont sans doute transmis la mémoire, se situe dans une situation intermédiaire : 50% pensant que la France n'a pas à s'excuser pour les crimes et exactions commis en Algérie.

On mesure à ces chiffres à la fois la trace de longue durée laissée par de tels faits historiques dans une société mais aussi la lente évolution du regard porté au gré du renouvellement des générations. L'image du fait colonial et particulièrement de la guerre d'indépendance algérienne diffère profondément entre la génération des moins de 35 ans, qui est née au minimum 20 ans après la fin du conflit et pour laquelle ces événements ont essentiellement été appréhendés au travers de l'école, et la génération des plus de 65 ans, qui a grandi dans une France qui comptait encore un empire et qui a vécu ce conflit, qui contrairement à la guerre d'Indochine, eut un très fort écho en métropole. L'envoi du contingent (plus de 1,2 million de jeunes Français ont servi en Algérie), la présence d'une importante communauté française sur place, les attentats et les violences perpétrés par le FLN et l'OAS comme les répercussions politiques de cette guerre (le retour du général De Gaulle, le putsch des généraux etc...) en ont fait un événement particulièrement important pour la société française de l'époque. Ainsi par exemple, pour la période 1959-60, la situation en Algérie se classait, et de très loin, au premier rang des principaux problèmes selon les sondages effectués à l'époque par l'Ifop⁹.

En 1959-1960, le conflit algérien constitue le principal problème pour l'opinion

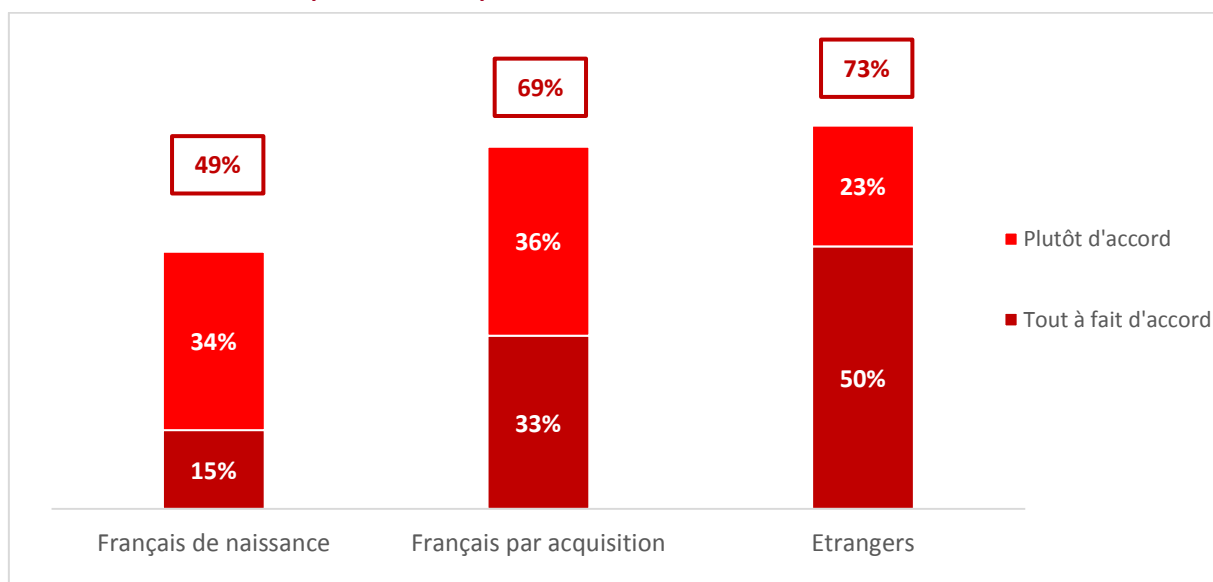


On peut ainsi comprendre que les 65 ans et plus, qui ont grandi et vécu dans cette période particulièrement troublée, aient été particulièrement marqués et portent un regard spécifique sur les « événements d'Algérie ».

⁹ Cf : Ifop Collectors n°33 : « De 1955 à 1959, l'évolution de l'opinion sur la situation en Algérie »

Un autre public, et il s'agit là de la troisième ligne de clivage, se caractérise par une mémoire et un rapport particuliers à la guerre d'Algérie. Ce public ne se définit pas sur une base générationnelle mais en fonction de sa situation par rapport à la nationalité française. Il regroupe en effet les Français par acquisition et les étrangers. Ces deux catégories se distinguent de la population majoritaire (les Français de naissance) car elles adhèrent très massivement à l'idée que la France présente des excuses. 72% des premiers et 73% des seconds partagent ainsi cette opinion contre seulement 51% des Français de naissance. De la même façon, quand seulement 49% des Français de naissance pensent que la colonisation est un crime contre l'humanité, cette proportion atteint 69% parmi les Français par acquisition et même 73% parmi les étrangers vivant en France. Comme le montre le graphique suivant, cet écart de plus de 20 points s'accompagne d'un fossé encore plus impressionnant sur les réponses « tout à fait d'accord » où le différentiel avec les Français de naissance est de 18 points pour les Français par acquisition et de 35 points pour les étrangers.

L'adhésion à l'opinion selon laquelle « la colonisation est un crime contre l'humanité »



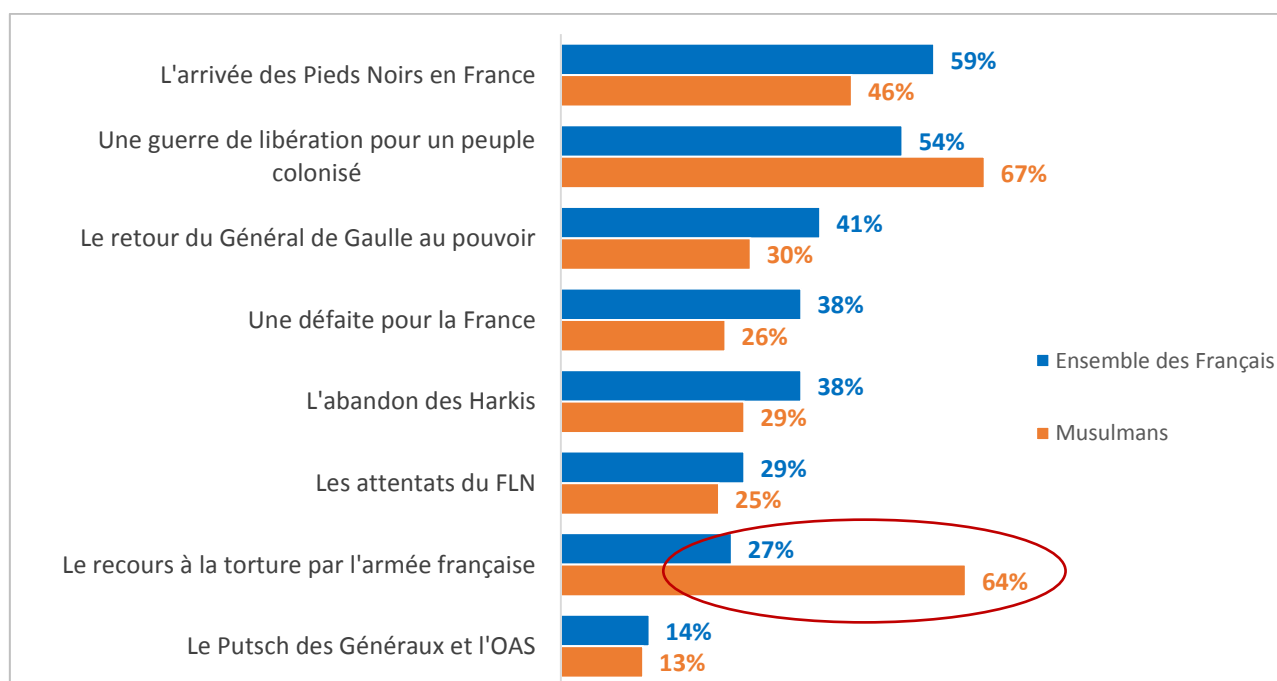
Ces chiffres illustrent très clairement que le rapport entretenu avec le passé colonial de notre pays diffère sensiblement selon les origines des individus. Alors même que dès la seconde génération, les personnes originaires de pays ayant appartenu à l'empire français sont françaises de naissance et alors que parmi les Français par acquisition (et dans une moindre mesure parmi les étrangers résidant en France), on compte une proportion importante de personnes issues de l'immigration européenne, les différences de regards portés sur cette période sont très marquées entre les trois groupes. On peut donc en conclure, d'une part que les écarts seraient encore plus élevés si l'on avait pu comparer les résultats entre les interviewés sans ascendance issue d'une ancienne colonie et les interviewés en possédant une et, d'autre part, que cette mémoire spécifique de la colonisation se transmet de génération en génération parmi les populations issues de l'immigration puisque 50 ans après la fin du conflit algérien de tels écarts de perceptions subsistent.

Les résultats d'un autre sondage de l'Ifop, réalisé pour *Le Monde* et la Fondation Jean Jaurès en octobre 2014, pour le 50^{ème} anniversaire de la « Toussaint rouge », qui marqua le début de la guerre d'Algérie, confirment

l'existence d'une mémoire de ces événements propre à la population issue de l'immigration¹⁰. Nous ne disposons pas pour cette enquête de la variable de la nationalité mais, en revanche, la question de l'appartenance religieuse était posée. Même si on compte une frange de convertis parmi les musulmans, la majeure partie des musulmans vivant en France est issue de l'immigration maghrébine ou subsaharienne, de telle sorte que les réponses de cette catégorie de la population nous permettent d'approcher assez bien l'opinion des personnes issues de cette immigration¹¹. Or, comme on peut le voir sur le graphique suivant, les résultats sur la question des événements les plus marquants de la guerre d'Algérie divergent très nettement entre l'ensemble de la population et les musulmans. Ces derniers ont cité quasiment à égalité la guerre de libération d'un peuple colonisé (à 67%) et le recours à la torture par l'armée française (64%) alors que pour la moyenne des Français, ce thème ne se classait qu'en septième position avec seulement 27% de citations, soit 37 points de moins. Cet écart tant en nombre de points que de rang, rend bien compte du fait que les exactions de l'armée française ont énormément marqué cette population et que cette mémoire douloureuse y a été entretenue. De la même façon, les musulmans ont davantage retenu l'aspect « guerre de libération d'un peuple colonisé » (+13 points de citations par rapport à la moyenne) alors que l'ensemble de la population a été davantage sensible à l'aspect « défaite de la France » (+12 points par rapport aux musulmans), à l'arrivée des pieds-noirs en France (+13 points par rapport aux musulmans) et à l'abandon des harkis (+9 points), thèmes spontanément moins présents dans la mémoire des musulmans.

L'événement le plus marquant de la guerre d'Algérie

Question : Pour vous, personnellement, la Guerre d'Algérie, c'est ... ?



Il est également intéressant de souligner à ce stade que le regard porté sur cette période varie selon la proximité partisane. Ceci traduit le fait que la mémoire de la guerre d'Algérie n'est pas la même selon les

¹⁰ Sondage réalisé par internet du 22 au 25 octobre 2014 auprès d'un échantillon national représentatif de 2002 personnes.

¹¹ Même si nous n'oublions pas qu'une part des individus d'origine arabo-musulmane ne se définissent pas eux-mêmes comme musulmans.

différentes cultures politiques. En phase avec l'engagement anticolonialiste du Parti Communiste, les sympathisants du Front de Gauche ont été en priorité marqués par la guerre de libération d'un peuple colonisé (67%) et les tortures de l'armée française en Algérie (51%), ces chiffres et cette hiérarchie étant très proches de ceux prévalant dans la population musulmane. A l'inverse, les proches du FN mettent d'abord l'accent sur l'arrivée des pieds-noirs (68%) et sur la défaite française (51%), angles beaucoup plus en ligne avec une lecture de cet événement comme une page très douloureuse du roman national, douleur régulièrement entretenue et rappelée dans les discours des dirigeants frontistes. Après des sympathisants de l'UMP, c'est également l'arrivée des pieds-noirs qui l'emporte (62%) suivie, héritage gaulliste oblige, de l'item sur le retour du général de Gaulle au pouvoir (50%).

On le voit, même plus de 50 ans après la fin du conflit, la guerre d'Algérie constitue un terrain mémoriel hautement inflammable qui fait toujours l'objet de multiples clivages. En tenant de tels propos, Emmanuel Macron les a instantanément réactivés et a contribué à renforcer encore davantage la fracture identitaire à deux mois du premier tour de l'élection présidentielle.

:

Jérôme Fourquet

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Ifop

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com